

INTERNATIONAL

Otages

Le sourire de Françoise Larribe

Nicolas Sarkozy a reçu hier les trois otages libérés après plus de cinq mois de détention au Sahel. Parmi eux, la Française de 60 ans. Quatre employés d'Areva et de Vinci restent prisonniers



Françoise Larribe, hier à la sortie de l'Élysée, soutenue par ses deux filles.

Eric Dessons et Jérôme Mars/JDD

Stéphane Joahny

LES CHEVEUX COURTS et blanchis par rapport au dernier cliché connu d'elle. Le visage bronzé mais terriblement amaigri. C'est souriante mais fermement soutenue par Marion et Maud, ses deux filles, que Françoise Larribe a gravi, hier, en début d'après-midi, les marches du perron de l'Élysée après plus de cinq mois de détention dans les sables du Sahel. La libération de trois des sept otages d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) a été célébrée à Paris dans la sobriété. Pas de « cocorico » officiel – quatre Français sont toujours détenus –, mais le visage réjoui d'une femme symbole d'espoir... Françoise Larribe, 60 ans, était accompagnée de ses deux camarades de captivité, le Malgache Jean-Claude Rakotoarilalao et le Togolais Alex Kodjo Ahonado, de leurs proches respectifs et d'Anne Lauvergeon, la patronne d'Areva. C'est, en effet, pour le géant du nucléaire français que travaillaient, directement ou indirectement, les otages kidnappés par un commando d'Aqmi dans la nuit du 15 au 16 septembre dernier à Arlit, dans le nord du Niger. Ils ont été reçus pendant près d'une heure par le président de la République en présence de deux acteurs clés du dossier, le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, et le général Benoît Puga, chef d'état-major particulier du chef de l'État.

Rien n'a filtré de ce long entretien, sinon que les otages ont reçu comme consigne de ne rien dire sur leurs conditions et lieux de détention, ainsi que sur le déroulement de leur libération jeudi aux confins du Niger, de l'Algérie et du Mali. Après des examens médicaux, ils devaient être pris en charge par les hommes de la DGSE (Direction générale des services extérieurs) pour un « débriefing » complet.

En fait, la remise en liberté de ces trois otages était attendue le week-end dernier. Des complications de dernière minute ont retardé

l'échéance. La libération est intervenue au Niger, non loin de la frontière algérienne. Les otages ont ensuite été conduits dans la plus grande discrétion, via le Mali, jusqu'à Niamey, là même où deux jeunes Français, Antoine de Léocour et Vincent Delory, ont été enlevés le 7 janvier dernier avant de trouver la mort au cours d'une intervention militaire franco-nigérienne. « Ces événements ravivent bien évidemment la douleur du drame qu'a vécu mon frère, nous confiait hier soir Annabelle, la sœur de Vincent Delory. Je suis contente pour les personnes libérées et leurs familles, mais il reste encore d'autres otages... »

C'est grâce à la négociation que Françoise Larribe et les deux otages africains ont été relâchés. Une opération pilotée par la DGSE, des négociateurs locaux et les groupes Areva et



Françoise Larribe, Jean-Claude Rakotoarilalao et Alex Kodjo Ahonado, avec Nicolas Sarkozy.

Vinci. Selon une source proche des médiateurs maliens et nigériens, citée par l'AFP, une rançon a été payée aux ravisseurs. Vraisemblablement par Areva, dont la faiblesse du niveau de protection du site d'Arli a été vivement critiquée au lendemain du kidnapping. Une information non démentie par un bon connaisseur du dossier : « On verra quelle faction récupère des pick-up flambant neufs... » Dans son communiqué, la présidence française a remercié,

outre les autorités nigériennes, « ceux qui ont participé à cette libération, en particulier les sociétés Areva et Vinci-Satom ».

Ces libérations ne constituent pas vraiment une surprise. Tous les spécialistes (*lire ci-dessous*) s'attendaient à ce qu'Aqmi se « débarasse » de ses trois otages « non stratégiques » : une femme et deux ressortissants non français. Pourtant, en fin d'année dernière, on avait craint le pire pour Françoise Larribe, qui avait suivi une chimiothérapie peu avant son enlèvement. « Nous n'arrivons plus à lui transmettre ses médicaments alors qu'elle souffre d'un cancer. A chaque tentative, nous essayons un refus des ravisseurs », avait alors confié au JDD Nicolas Sarkozy qui rappelait que les geôliers étaient ceux-là même qui avaient tué ou laissé mourir un autre otage français, Michel Germain, 78 ans, l'été dernier.

« Cette libération est une bonne nouvelle, commente une source proche des services de renseignements. Cela prouve que le contact est établi, que les services travaillent. Mais elle est sélective : quatre de nos ressortissants sont toujours retenus. Et l'on sait qu'Aqmi cherche à poursuivre sa moisson d'otages français... » La nouvelle a en tout cas été accueillie avec soulagement à Saint-Céré, dans le Lot, d'où est originaire la famille Larribe, ainsi qu'à Mialet (Gard), où le couple possède de longue date une maison de vacances.

Même enthousiasme au Niger parmi les salariés d'Areva. « Nous sommes très contents, indique Yaye Salifou, le porte-parole de la société dans le pays. Surtout les gens d'Arli où Françoise s'était beaucoup investie et compte beaucoup d'amis. » Mais le personnel n'oublie pas les quatre derniers otages, Daniel, le mari de Françoise Larribe, Thierry Dol, Pierre Le-grand et Marc Ferret. Pour manifester leur solidarité, les employés ont prévu de s'habiller de blanc le 16 mars prochain, date anniversaire des six mois de captivité de leurs collègues retenus quelque part dans le nord du Mali.

Avec Nathalie Prévost à Niamey

« Aqmi ne demande pas de rançon pour les femmes »

Spécialiste du monde musulman, Mathieu Guidère est professeur à l'université de Genève et auteur des *Nouveaux terroristes* (Autrement, 2010).

Interview
Adeline Fleury

La libération des trois otages vous surprend-elle ?

Cette libération était attendue. Ce qui m'étonne, c'est qu'elle ait eu lieu si tard. Aqmi était dans l'embarras, l'organisation ne savait pas vraiment quoi faire des deux Africains. Dès le départ, elle avait exprimé son regret de les avoir enlevés. Abou Zeid, le chef des ravisseurs, avait d'ailleurs été critiqué car il aurait dû revenir avec sept Français. C'est pourquoi le chef d'Aqmi, Abdelmalek Droukdel, avait confié la mission d'enlever deux Français de plus à son rival Mokhtar Belmokhtar. D'où l'enlèvement de nos deux compatriotes le 7 janvier à Niamey. Françoise Larribe aurait dû également être libérée plus tôt. En 2010, Aqmi a libéré systématiquement les femmes bien avant les otages hommes. La moyenne de durée de captivité d'une femme est de deux mois. Aqmi ne les considère pas comme de vrais prisonniers échangeables et négociables. Les combattants rechignent à s'occuper des femmes, ils ne veulent pas les toucher, ni leur parler, ni même les regarder. De plus, Françoise Larribe n'était pas en bonne santé, or les otages n'ont de valeur pour Aqmi que s'ils restent en vie.

Qu'est-ce qui a pu retarder cette libération ?

L'intervention de Ben Laden le 27 octobre, qui revendiquait pour son compte l'enlèvement des Français d'Areva, suivie des déclarations, le 18 novembre, du chef d'Aqmi qui a renvoyé le gouvernement français vers une négociation avec le chef d'Al-Qaida. Et puis il y a eu l'enlèvement des deux jeunes Français à Niamey, et l'opération militaire française qui en a découlé.

Des sources maliennes et nigériennes affirment qu'une rançon a été payée, sans doute par Areva...



Falour/Starface

En général, Aqmi ne demande pas de rançon pour libérer les femmes. A ma connaissance, il n'y a pas eu de rançon pour la Suisse, l'Autrichienne et l'Espagnole libérées en 2010. En revanche, les ravisseurs les avaient chargées de faire passer un message auprès de leur gouvernement et de leur employeur : pour libérer leurs maris ou accompagnateurs occidentaux, il faudrait payer le prix fort. Je vois mal Areva payer directement les terroristes. Mais Françoise Larribe est la femme d'un cadre d'Areva, elle vivait au Niger sous la responsabilité et à la charge de l'entreprise. Il est donc probable que le gouvernement français ait fait porter le coût des négociations à Areva.

Etes-vous optimiste quant au sort des quatre autres otages encore aux mains d'Aqmi ?

Aqmi est entré dans une phase de discussion. Un canal de communication s'est instauré avec le groupe de ravisseurs. C'est bon signe. Jusqu'à présent, on était dans une impasse. Des deux côtés, il y avait un discours guerrier : Nicolas Sarkozy qui soutenait que la France était en guerre contre les terroristes et Aqmi qui ne cessait de clamer qu'il était en guerre contre la France. Et puis, avec les révolutions au Maghreb, les ravisseurs ont désormais d'autres préoccupations que les enlèvements d'Occidentaux. Le chef d'Aqmi, qui a prononcé un discours de soutien aux peuples tunisien contre Ben Ali puis libyen contre Kadhafi, a appelé tous les combattants de son organisation à mobiliser leurs forces pour soutenir ces révoltes.